

**Olivier Champetier :**

**« L'UD lutte avec les salariés pendant le Covid-19 et pour le jour d'après... »**

Des soignants et des malades mis en danger par la pénurie, des salariés mis en danger par leurs entreprises, tous menacés par un gouvernement dépassé. La crise du Covid-19 montre un pays blessé par le virus et des dirigeants écrasés par leurs contradictions. L'UD CGT de l'Essonne garde son activité malgré le confinement. Ce travail prépare la sortie de crise. Quelles protections sanitaires et sociales pour demain ? Comment faire échec à un gouvernement qui garde son appétit de destruction des services publics ? L'avis d'Olivier Champetier, secrétaire général de l'UD CGT 91.

***La Voix Syndicale. Quels services l'UD peut-elle offrir aux salariés pendant le confinement ?***

**Olivier Champetier.** La direction continue de travailler par téléphone et par mail, sur les réseaux sociaux, par réunions en multiplex. Nous recevons tous les jours des dizaines d'appels et de témoignages. Des salariés continuent de travailler dans des conditions inadmissibles, par manque de protections et de matériels dans les hôpitaux et dans certaines entreprises, par irresponsabilité de certaines directions couvertes par les ministères. On assure la continuité avec les Unions Locales et les

syndicats, et on intervient auprès des boîtes et de la Préfecture pour faire cesser des scandales sanitaires, comme à la Snecma ou à Amazon Brétigny.

***LVS. Quelles sont les leçons à tirer de cette crise sanitaire ?***

**O.C.** Trop tôt pour le dire en détail, mais les appels et les témoignages écrits montrent avec précision les énormes failles dans tous les secteurs. L'hôpital public ne tient que par le dévouement des soignants, qui sont aussi frappés par la maladie, et le virus n'a pas freiné la cupidité du patronat dans l'entreprise, ou celle du gouvernement à Bercy. Le sentiment général est fait d'étonnement devant l'impuissance des dirigeants et de colère devant le pillage de notre société par cette politique du profit avant tout.

***LVS. Quelles orientations syndicales pour la suite ?***

**O.C.** Les témoignages que nous recueillons constituent la base d'un renforcement de nos revendications, sous le signe de l'urgence. Je ne connais pas la fin du Covid-19, mais je suis sûr que la politique néolibérale d'Emmanuel Macron ne va pas s'arrêter. C'est si vrai que pendant le confinement, il a reçu un rapport officiel de la Caisse des Dépôts pour privatiser encore plus la santé et les retraites. Je pense aussi que les Françaises et les Français ne vont pas oublier de sitôt l'incompétence et les mensonges de ce gouvernement. La CGT, dans toutes ses structures, doit s'appuyer sur cette sensibilité renforcée des salariés et des retraités. On peut et on doit bâtir un système de protection sociale à l'épreuve des crises sanitaires et économiques. Notre responsabilité est de formuler des propositions fiables, concrètes et applicables rapidement. Nous avons les outils et la volonté. C'est le programme du jour d'après, sur l'idée du « Plus jamais ça ! ».

## Amazon Brétigny met en danger la santé de 2500 salariés

***Au moins quatre cas de Covid-19 ont été confirmés et un salarié dans le coma est en réanimation à Étampes depuis le 30 mars. La direction persiste dans son aveuglement et les demi-mesures.***

Le 1<sup>er</sup> avril, l'UD CGT 91 a exigé la fermeture de l'entrepôt. Réponse de la Préfecture : « *Ce signalement relève des compétences exclusives de l'Inspection du Travail* ». Saisie par la CGT, la DIRECCTE est allée à Brétigny vendredi 3 avril. On attend ses conclusions.

La direction a reconnu que quatre personnes avaient été contaminées et « *informé individuellement toutes les personnes en contact étroit et prolongé avec ces personnes, pour qu'elles puissent rester chez elles pendant 14 jours* ».

Dans l'entreprise qui continue de fonctionner, le constat est désastreux. Manque de gel hydroalcoolique, de gants et de masques. Sur les vidéos envoyées par le personnel, on voit les personnes se déplaçant et travaillant sans aucune distanciation. « *Depuis le 30 mars, des vigiles sans masque nous prennent la température et on fait la queue collés ensemble. Les colis passent de main en main sans protection* », dit une intérimaire.

Ollivier Champetier, secrétaire de l'UD CGT, montre l'incohérence des mesures qui envoient un camion chargé de clés USB de Brétigny à Milan, alors que l'Italie du Nord est un point brûlant du Covid-19.

Le 25 mars, date de la découverte du premier cas, Alain Jeault, le délégué CGT central Amazon France Logistique, envoyait un mail au directeur de Brétigny, Ronan Bole : « *Nous pouvons*

*voir que les cas se multiplient sur les différents sites plusieurs dizaines de cas de suspicion. Nous demandons la fermeture immédiate de tous les sites pour une désinfection totale, la mise au chômage partiel des salariés avec prise en charge du salaire à 100% et le confinement de tous pour la durée dont décidera le gouvernement ».* L'Inspection du Travail lui a donné raison au plan national en écrivant : *« Votre activité ne semble pas être une activité essentielle à la bonne marche de la nation ».*

Amazon aggrave son cas par la menace et l'intimidation contre les salariés qui veulent exercer leur droit de retrait devant le danger. Le 1<sup>er</sup> avril, la CGT mettait en garde Joséphine Glibota, directrice des Relations sociales Amazon France : *« Vous êtes priée de bien vouloir faire cesser sur le champ les menaces de vos managers envers les salariés pour qu'ils retirent leurs droits de retrait et le mettent en absence sans solde ».*

Le lendemain, la DRS ajoute le mensonge à la contrainte : *« Nous respectons le droit de chaque salarié de se retirer d'une situation de travail qui présenterait selon lui un danger grave et imminent pour sa santé ou sa vie. Compte tenu des circonstances actuelles, et indépendamment de l'existence d'un motif légitime pour exercer ce droit de retrait, nous avons d'ailleurs pris la décision de ne pas traiter les absences correspondantes comme des absences injustifiées. En revanche, toutes les mesures de protection nécessaires étant mises en place sur tous nos sites, et sous réserve d'une appréciation individuelle de chaque cas, ces absences ne sont pas rémunérées ».*

Le 29 mars, Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, avait pourtant cité nommément l'entreprise : *« La semaine dernière, j'ai appelé le directeur général d'Amazon, où les syndicats avaient signalé des manquements en nombre aux règles de prévention sanitaire ».* L'appel n'a été suivi d'aucune mesure, comme on le voit. ■

## L'Élysée s'immisce dans l'indépendance de l'Inspection du Travail de l'Essonne

***Le 30 mars 2020, le SNTEFP CGT et SUD Travail Affaires Sociales publient un communiqué, dénonçant une « sévère atteinte » à l'indépendance de l'Inspection du Travail.***

Vendredi 27 mars, un employeur a appelé la Présidence de la République pour protester contre l'intervention d'un agent de la DIRECCTE. Il avait rappelé à l'entreprise l'arrêté du 14 mars 2020 interdisant les rassemblements de plus de 100 personnes, ce qui était le cas dans un atelier, ainsi que les mesures de protection. Le courrier avait été validé par la hiérarchie.

La direction de l'entreprise n'a pas aimé et s'est plainte à l'Élysée, qui a aussitôt fait redescendre l'affaire au Ministère du Travail et à la DIRECCTE, « *qui a vertement réprimandé l'agent de contrôle et sa hiérarchie* ». « *Nous refusons d'être des chambres d'enregistrement des demandes de dérogation aux durées du travail, en sachant que ces règles existent pour protéger la santé des salariés* », disent la CGT et SUD. « *Nous apportons notre soutien le plus fort et le plus sincère à notre collègue, ainsi qu'à celles et ceux qui s'efforcent de poursuivre leur mission de service public malgré les difficultés matérielles et les injonctions contradictoires de la hiérarchie. Nous appelons à la fermeture de toutes les activités non essentielles en cette période de crise sanitaire* ».

On comprend mieux la réaction éclair du président en disant que l'entreprise fautive s'appelle la Snecma-Corbeil et qu'elle fait partie du groupe Safran. Sa direction a bien sûr une ligne directe avec l'Élysée, qui estime aussi que les moteurs d'avion valent plus que la santé des salariés.

## Quand les masques tombent...

### Délocalisation sauvage et scandale d'État

***Le manque de masques s'explique par le non-renouvellement des stocks par les gouvernements depuis dix ans, mais pas seulement. Le gouvernement Macron n'a rien fait pour garder une production française.***

Jusqu'en 2010, le groupe Spirian fabriquait 200 millions de masques respiratoires jetables par an et des vêtements de protections sanitaires dans une usine à Plaintel, dans les Côtes d'Armor. L'entreprise est alors rachetée par la multinationale Honeywell. En huit ans, huit PSE réduisent les 300 salariés à 38. Le coup de grâce est donné en novembre 2018. L'usine ferme, les salariés sont licenciés, la production réduite part en Tunisie et les huit machines ultra-modernes qui fabriquaient les masques sont concassées à la déchetterie de Plaintel, près de Saint-Brieuc.

Les syndicats CGT et CFDT avaient averti depuis longtemps Emmanuel Macron et Bruno Le Maire, à Bercy, du danger pour les réserves nationales de matériels de protection sanitaire. Ils ont accusé réception du courrier sans intervenir. On voit le résultat.

## Hôpital Jacques-Cartier à Massy

### Le privé aligné sur la pénurie publique

*L'hôpital public a été ravagé par la chasse aux dépenses publiques depuis plus de dix ans, avec Emmanuel Macron comme ministre de l'Économie sous Hollande, puis président de la République. Le secteur privé de la santé n'a pas été épargné par la gestion des groupes internationaux qui le dirigent. L'hôpital Jacques-Cartier de Massy est spécialisé dans la chirurgie cardiaque.*

*Le témoignage d'une déléguée syndicale CGT montre le manque de matériel et l'exaspération des personnels.*

*« C'est quasi les larmes aux yeux que je vous écris ce soir du lundi 23 mars. Nous vivons une situation dramatique. L'hôpital s'est métamorphosé en un champ de bataille. 50 lits de réa ont été créés. Les SAMU s'enchaînent jour et nuit.*

*Tout le personnel est mobilisé hormis le bloc et la stérilisation qui restent en réserve. Ces derniers ont un maintien de salaire intégral, pas de chômage partiel. Certains horaires ont été modifiés, sans en modifier la durée, certains emplois ont changé ponctuellement, mais nous avons besoin de ce que j'appelle « les petites mains » qui nous sont d'une grande aide. Il n'y a pas de postes inutiles. Aucun salarié ne peut rester confiné pour l'instant.*

*Des formations accélérées d'infirmiers volontaires en réanimation sont en cours. Tous les salariés jouent le jeu car sinon ce serait impossible. Des salariées pleurent. L'angoisse, la peur et l'avenir... Nous n'en sommes qu'au début. Des soignants sont déjà atteints avec symptômes et ont contaminé leurs proches.*

*Comme la plupart de nos confrères, les masques sont une denrée rare et sources d'angoisse. Un masque opératoire/personne et pour 12h! (hors réanimations qui ont des FFP2 mais le stock est petit et part vite). Le groupe envisage des masques en tissu pour les déplacements des soignants (pas les soins).*

*Rien ne ressemble à notre passé. Je veille toutefois au temps de repos. Mais quel repos ? Comment et qui peut absorber psychologiquement tout ce qui arrive et rentrer tranquillement à la maison ?*

